

# **Le RIBA soutient la suspension de l'Association des architectes israéliens de l'Union internationale des architectes**

20 mars 2014

Une avancée significative s'est produite au terme d'un débat difficile et passionné, le 19 mars 2014 : le pilier de l'institut professionnel des architectes du Royaume Uni, l'Institut Royal des Architectes Britanniques (RIBA), a voté une motion de soutien à une action qui devrait être engagée par l'Union Internationale des Architectes en vue de suspendre la participation de l'Association Israélienne des Architectes Unis (IAUA) de l'organisation internationale des Architectes (UIA). La motion est passée avec 23 pour, 16 contre et 10 abstentions.

En voici le texte :

*« Attendu que l'Association Israélienne des Architectes Unis (IAUA) n'a tenu aucun compte de la résolution 13 de l'UIA de 2005 et de 2009, le RIBA appelle l'UIA, en tant que gardien des normes professionnelles et éthiques de notre profession, à suspendre la participation de l'Association Israélienne des Architectes Unis jusqu'à ce qu'elle s'oppose à ces projets illégaux (la construction des colonies ndlt) et qu'elle respecte le droit international, les accords de l'UIA et la Résolution 13 ».*

*La campagne initiée et menée depuis plus de sept ans par l'APJP, « Architectes et Urbanistes pour la Justice en Palestine » a porté ses fruits grâce à un fort travail*

*d'équipe et à l'action courageuse de l'ex présidente du RIBA, Angela Brady, de même qu'à des membres actifs du Conseil, George Odham et Owen O'Carroll qui ont déposé la motion. Celle-ci a été signée par de nombreux membres du RIBA et par des architectes agréés, y compris des personnalités phares de la profession comme Ted Cullinan, Charles Jenck, Peter Ahrends, Will Alsop, Neave Brown et Richard Murphy.*

*Le RIBA s'est fait coiffer au poteau, plus tôt cette semaine par la Corporation Royale des Architectes d'Ecosse (RIAS), l'organisation sœur, qui a fait passer une résolution semblable, à la demande également d'Angela Brady, membre honoraire de RIAS, sur la base de la motion du RIBA. C'est une décision historique.*

*La construction de colonies illégales en opposition à l'article 49 de la 4<sup>ème</sup> Convention de Genève qui interdit le transfert d'une population civile dans un territoire occupé par la force, est considérée comme une grave violation de cette Convention et, de ce fait, comme un crime de guerre auquel les architectes israéliens sont étroitement associés. Cette expansion des colonies a entraîné le déplacement forcé de milliers de Palestiniens et l'expropriation de leurs maisons et de leurs terres, en même temps que l'effacement de leur culture et de leur histoire. Cela dure depuis 1967 en toute impunité, en dépit des condamnations répétées du monde entier.*

*La persistance de l'APJP à inciter l'UIA à intervenir contre ces violations des droits humains et des codes éthique de la pratique de l'architecture selon les accords de l'UIA, a abouti à la « Résolution 13 » de 2005, confirmée en 2009, qui condamne ces projets illégaux : **« le Conseil de l'UIA condamne les projets de développement et de construction sur une terre qui a fait l'objet d'une éradication ethnique ou qui a été appropriée illégalement, de même que les projets fondés sur des règles discriminatoires au plan ethnique ou culturel ; il***

***condamne de la même façon toute action contrevenant à la quatrième Convention de Genève ».***

Cette déclaration n'a rencontré qu'indifférence et refus d'agir ou de condamner de la part de l'Association Israélienne des Architectes Unis (IAUA) qui a insisté sur le fait qu'elle n'était concernée que par la conception et non par les activités politiques de ses membres. Pour autant, tout le secteur de l'immobilier est étroitement lié au programme politique et militaire d'Israël qui vise à s'approprier le plus de terre possible, en contradiction avec la possibilité d'un Etat palestinien pleinement souverain.

2013 a été une année record en construction de nouvelles colonies et les chiffres de 2014 sont encore plus élevés, avec des projets de construction de 2 534 logements s'ajoutant aux plus de 550 000 colons présents en Cisjordanie occupée. Pendant ce temps, les Palestiniens vivent dans des enclaves étroitement contrôlées et entourées par le Mur de séparation et par des routes ségréguées ; les permis de construire leur sont refusés, tandis que leurs maisons sont saisies ou démolies – tout cela rappelle l'apartheid en Afrique du Sud.



S'il n'avait pas agi, le RIBA aurait été coupable de silence et aurait cautionné cette faute grave de ses homologues israéliens. Le message très clair que le RIBA et le RIAS ont adressé à l'IAUA et à l'UIA est un grand coup frappé pour l'intégrité et la pratique éthique de notre profession, en soutien à l'appel de la société civile palestinienne pour des sanctions contre l'impunité d'Israël

Abe Hayeem, RIBA

Président des Architectes et Urbanistes pour la Justice en  
Palestine

Plus d'informations sur:

<http://apjp.org/contact-us/>

Traduction SF pour AURDIP

**Photo : Angela Brady, last year's President of the RIBA**